

Avis voté en plénière du 15 avril 2015

Nouvelles monnaies : les enjeux macro-économiques, financiers et sociétaux

Déclaration du groupe environnement et nature

Le groupe environnement et nature tient tout d'abord à saluer la qualité des débats et la méthode efficace de travail. La variété des auditions comme les apports des experts ont donné un grand intérêt à ce travail. Le rapporteur, ferme dans la poursuite de son orientation, et l'équipe administrative ont su rester à l'écoute pour les améliorations du texte.

La qualité formelle de l'avis ne peut toutefois effacer la déception du groupe environnement et nature.

Sur dix préconisations, seule la dernière a un caractère nettement positif en incitant à l'innovation, notamment en faveur du type d'outils mis en œuvre pour le *Bitcoin*. Les neuf autres traduisent plus ou moins craintes et soupçons. Elles proposent des cadres, des limites, des restrictions, des responsabilités parfois exorbitantes : l'inverse d'une démarche de simplification administrative et d'encouragement de l'initiative, plutôt un dirigisme monétaire et financier.

Entre un milliardième et un millionième de la masse monétaire en circulation, cela justifie-t-il un tel arsenal de propositions prudentielles et administratives ? Est-ce pour éviter les fraudes fiscales et sociales ? Un récent avis adopté par le CESE démontre que les ordres de grandeur de ces fraudes sont bien plus élevés que le total de la masse des nouvelles monnaies ?

Pourtant le titre et le premier paragraphe de la saisine ouvraient de réelles possibilités d'aborder la thèse présentée par Bernard Lietaer illustrée notamment par le WIR, monnaie complémentaire suisse en circulation depuis plus de 70 ans : de façon générale et en particulier dans une période d'incertitude sur la stabilité du système économique et financier central, l'organisation et l'existence de systèmes d'échanges complémentaires sont des atouts pour renforcer les liens, le « vivre ensemble » et la résilience dans nos sociétés.

Fort de la loi du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, l'avis aurait pu en montrer les potentialités, proposer de les encourager. Au regard d'enjeux essentiels comme celui du climat, le projet d'avis aurait pu s'intéresser aux apports d'un « *plan monétaire pour financer la transition bas carbone* » proposé dans une note de France Stratégie. Des perches ont été tendues, elles n'ont pas été saisies.

Le groupe environnement et nature trouve certaines recommandations de l'avis intéressantes mais il désapprouve son caractère trop suspicieux et négatif sur un sujet dont les risques sont

minimes. Il déplore les occasions manquées d'évoquer l'utilisation monétaire pour répondre aux enjeux actuels. En raison des réserves exprimées, le groupe environnement et nature s'est abstenu.